



**PRÉFET  
D'ILLE-  
ET-VILAINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction Départementale  
des Territoires  
et de la Mer

## **ARRÊTÉ**

***portant décision après examen au cas par cas  
en application de l'article R.122-3-1 du Code de l'environnement  
de dispenser d'une évaluation environnementale le projet de création d'un nouveau forage sur  
le site de Vau Reuzé la commune de Betton  
en remplacement du forage existant***

**Bénéficiaire : Collectivité Eau du Bassin Rennais (CEBR)**

***Le Préfet de la région Bretagne  
Préfet d'Ille-et-Vilaine***

**Vu** la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

**Vu** le Code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2019, n°R24-2019-12-20-001, portant approbation de l'état des lieux du bassin Loire-Bretagne ;

**Vu** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne approuvé le 18 mars 2022 ;

**Vu** le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin SAGE Vilaine approuvé le 2 juillet 2015 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 09 décembre 2025 portant délégation de signature à M. Thierry LATAPIE-BAYROO, directeur départemental de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer d'Ille-et-Vilaine ;

**Vu** la décision du 10 décembre 2025 de M. Thierry LATAPIE-BAYROO, directeur départemental de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer d'Ille-et-Vilaine, portant subdélégation de signature générale aux agents sous la responsabilité de leur supérieur hiérarchique dans le cadre de leurs attributions respectives ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2005 relatif à la mise en place des périmètres de protection autour du captage de Vau Reuzé et l'autorisation de prélèvement d'eau, situé sur la commune de Betton ;

**Vu** l'arrêté préfectoral rectificatif du 18 juillet 2005 concernant le changement de bénéficiaire de l'acte ;

**Vu** le dossier de demande d'examen au cas par cas relatif au projet de création d'un nouveau forage pour un prélèvement d'eau Vau Reuzé sur la commune de Betton, déposé par la Collectivité Eau du Bassin Rennais, reçu et considéré complet et 25 septembre 2025 ;

**Vu** la décision tacite, née le 30 octobre 2025 en l'absence de réponse de l'administration à la demande d'examen au cas par cas dans le délai de 35 jours, de soumettre le projet à une évaluation environnementale ;

**Considérant** que ce projet relève uniquement de la catégorie n°27.a) « 27. Forages en profondeur à l'exception des forages pour étudier la stabilité des sols. Forages pour l'approvisionnement en eau d'une profondeur supérieure ou égale à 50 mètres » du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que le projet vise à :

- remplacer un ouvrage de prélèvement colmatés, par un nouveau forage ;
- réaliser des pompages d'essai afin de vérifier la productivité du futur ouvrage ;
- maintenir le prélèvement autorisé par l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2005 modifié sus-visé à 190 000 m³/an ;

**Considérant** que les points III et IV de l'article R.122-3-1 CE disposent :

- qu'à compter de la réception du formulaire de cas par cas, l'autorité dispose d'un délai de quinze jours pour demander au maître d'ouvrage de le compléter et qu'à défaut d'une telle demande, le formulaire est réputé complet à l'expiration de ce même délai ;
- que l'autorité chargée de l'examen au cas par cas apprécie, dans un délai de trente-cinq jours à compter de la date de réception du formulaire complet, sur la base des informations fournies par le maître d'ouvrage, si les incidences du projet sur l'environnement et la santé humaine sont notables au regard des critères pertinents énumérés à l'annexe du présent article ;

**Considérant** que l'administration n'a pas, dans le délai de 35 jours, produit un acte dispensant le projet de réaliser une évaluation environnementale, créant une décision tacite ;

**Considérant** cependant, après instruction de la demande et des documents annexes, que :

- le projet ne crée pas de nouvelle contrainte environnementale par rapport à l'autorisation de prélèvement du 4 juillet 2005 : les caractéristiques d'exploitation restent identiques ;
- le dossier Loi sur l'eau qui devra être déposé pour réaliser le forage et les essais de pompage au titre de la rubrique 1.1.1.0 de l'article R.214-1 du Code de l'environnement permettra via l'étude d'incidence d'analyser les effets du prélèvement depuis sa mise en service, caractériser les effets du futur forage et du prélèvement associé en phase travaux et d'exploitation ;
- le futur forage est réalisé au sein du périmètre de protection immédiat ;
- le dossier de demande d'examen au cas par cas traite également la question de la production et de l'alimentation en eau potable sans que ces éléments soient de nature à justifier une évaluation environnementale sur l'aspect santé ;
- le dossier de cas par cas précise qu'il sera proposé des mesures de suivi durant la période de travaux, ainsi que des mesures d'évitement des zones sensibles ;

**Considérant** que le projet ne nécessite pas de réaliser une évaluation environnementale comprenant une étude d'impact dans la mesure où le dossier Loi sur l'eau permettra de traiter les incidences du projet ;

**Considérant** en conséquence, qu'il convient d'abroger la décision tacite du 30 octobre 2025 et de dispenser le projet de réaliser une évaluation environnementale ;

**Considérant** qu'en application des articles R.181-45 et R.181-46 du Code de l'environnement, le projet fera l'objet d'une procédure de modification notable mais non substantielle de l'autorisation environnementale du 4 juillet 2005 susmentionné ;

**Considérant** que le IV de l'article L.122-1 du Code de l'environnement dispose que lorsqu'un projet relève d'un examen au cas par cas, l'autorité en charge de l'examen au cas par cas est saisie par le maître d'ouvrage d'un dossier présentant le projet, afin de déterminer si celui-ci doit être soumis à évaluation environnementale ;

**Considérant** que toutefois, lorsque le projet consiste en une modification ou une extension d'activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent des autorisations prévues aux articles L.181-1, L.512-7, L.555-1 et L.593-7, le maître d'ouvrage saisit l'autorité mentionnée à l'article L.171-8. Cette autorité détermine si cette modification ou cette extension doit être soumise à évaluation environnementale ;

**Sur** proposition de l'adjoint au chef de pôle police de l'eau de la direction départementale des territoires et de la mer d'Ille-et-Vilaine ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, le projet de réalisation d'un nouveau forage en lieu et place du forage existant, en maintenant le même volume annuel de prélèvement d'eau du captage de Vau Reuzé à Betton, porté par le syndicat « Collectivité Eau du Bassin Rennais », est dispensé d'une évaluation environnementale.

La décision tacite du 30 octobre 2025, valant obligation de réaliser une évaluation environnementale pour le projet susmentionné, est abrogée à la date de publication du présent arrêté.

### **Article 2 :**

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans le formulaire et ses annexes. Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

### **Article 3 :**

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3-1 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L.110-1 du Code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

### **Article 4 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Rennes, 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES Cedex, ou dématérialisée par l'application Télérecours citoyen accessible par le site <https://www.telerecours.fr> dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

En application du VII de l'article R.122-3-1 du Code de l'environnement, doit, à peine d'irrecevabilité, être précédé d'un recours administratif préalable devant l'autorité chargée de l'examen au cas par cas, tout recours contentieux contre la décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif préalable.

### **Article 5 :**

Le présent arrêté sera notifié au syndicat « Collectivité Eau du Bassin Rennais ». Une copie du présent arrêté sera adressée à la commune de Betton pour affichage en mairie. Par ailleurs, il sera publié sur le site internet de la DREAL Bretagne et de la préfecture d'Ille-et-Vilaine.

Fait à Rennes, le 30/01/2026

Pour le Préfet,  
Par délégation, le Directeur département des  
territoires et de la mer d'Ille-et-Vilaine,  
Par subdélégation,

Le chef du Service Eau et Biodiversité

Benoit ARCHAMBAULT

